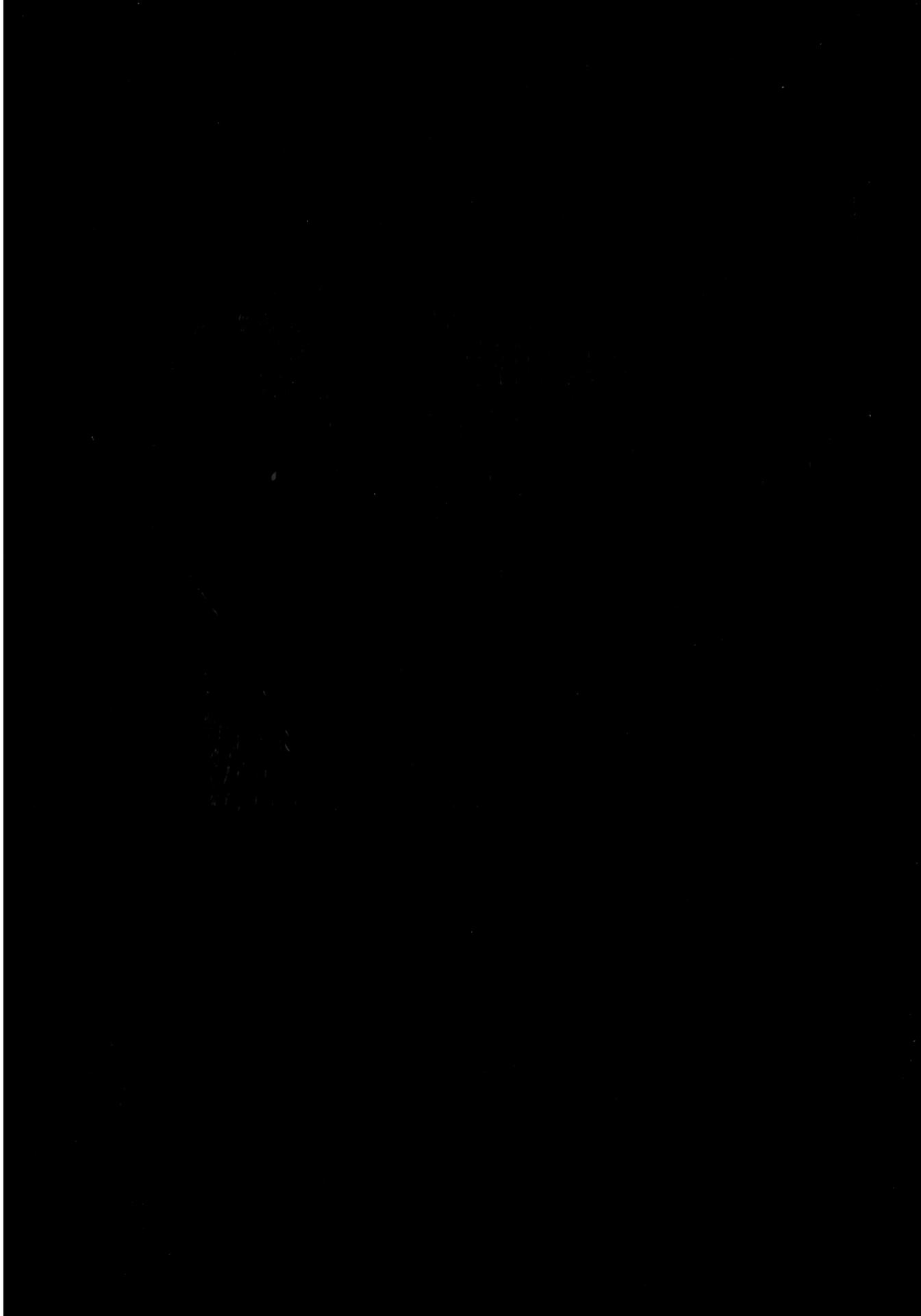


**À  
L'EST  
LA GUERRE  
SANS  
FIN  
1918-1923**



Gallimard | Musée de l'Armée



# LA DISPARITION DE L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA NAISSANCE DES ÉTATS SUCCESSEURS

MARK CORNWALL  
PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'EUROPE,  
UNIVERSITÉ DE SOUTHAMPTON

Une semaine après la signature de l'armistice avec l'Italie le 3 novembre 1918, le dernier monarque des Habsbourg accepta finalement de ne plus jouer aucun rôle dans le gouvernement des deux moitiés de son empire, l'Autriche et la Hongrie. L'empereur Charles n'abdiqua cependant pas formellement : il essaya, à deux reprises en 1921, de récupérer le trône de Hongrie. Mais les Républiques autrichienne et hongroise avaient été officiellement proclamées à Vienne et à Budapest, ce qui renforçait l'idée, à travers toute l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, qu'avec la fin des hostilités la monarchie séculaire des Habsbourg était morte et enterrée. Sur ses ruines, six « États successeurs » principaux émergèrent lentement. Ils devaient en théorie être composés de personnes de la même nation ou de la même ethnie.

Trois de ces États étaient entièrement situés sur l'ancien territoire impérial : l'Autriche, la Hongrie et la nouvelle entité multiethnique de Tchécoslovaquie ; le présent essai est consacré à ces trois États. Les trois autres États, la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie, contenaient de larges pans du territoire des Habsbourg, annexés afin de réaliser l'unification nationale. La nouvelle République polonaise revendiquait toute la Galicie autrichienne, qu'elle mit un an

à conquérir dans une lutte acharnée contre les séparatistes ukrainiens. Les royaumes existants de Serbie et de Roumanie étaient également déterminés à défendre des objectifs de guerre ambitieux. La réalisation de ces objectifs fut considérablement facilitée lorsque, le 13 novembre 1918, le nouveau Premier ministre hongrois, Mihály Károlyi, accepta un armistice spécial avec le commandant des forces alliées dans les Balkans, le général Franchet d'Espèrey. Cet armistice de Belgrade imposa aux troupes hongroises de se retirer à l'intérieur du pays, loin des frontières de la Hongrie. La ligne de démarcation permit aux armées alliées, principalement françaises, d'avancer vers le sud de la Hongrie et facilita l'occupation des terres yougoslaves par la Serbie. Les troupes roumaines ayant de leur côté repris les deux tiers de la Transylvanie, le futur règlement territorial de la Hongrie paraissait assez sombre. En fait, l'inégalité de traitement des États successeurs lors de la Conférence de la paix de Paris, de 1919 à 1920, allait déterminer leur destin. Quatre d'entre eux furent considérés comme des alliés, du côté des puissances victorieuses, et deux furent traités comme des États vaincus, incarnant la responsabilité de l'Autriche-Hongrie dans le déclenchement de la guerre.

La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie attendaient toutes un traitement favorable de Paris. En 1918, les dirigeants émigrés tels qu'Edvard Beneš, le ministre tchèque des Affaires étrangères, avaient adressé une pétition aux alliés occidentaux relativement à leurs revendications territoriales. Les Français en particulier réagirent positivement, désireux de dessiner une carte de l'après-Habsbourg qui leur donnerait de l'influence et assurerait également la stabilité dans le vide territorial situé entre l'Allemagne et la Russie bolchevique. Cependant, la domination de quatre des États successeurs lors de la conférence de Paris entraîna une réduction radicale de l'Autriche et de la Hongrie, dont les nouveaux dirigeants ne furent pas autorisés à défendre leur cause devant la Conférence de la paix. L'Autriche s'attendait au moins à être autorisée à s'unir à l'Allemagne, mais la France rejeta totalement toute expansion territoriale de cette dernière. La Hongrie s'en sortit encore plus mal, avec une perte massive de territoire – les deux tiers – lors du traité de Trianon. Sans surprise, les principaux affrontements militaires après 1918 furent des batailles sur le territoire de la Grande Hongrie : la guerre se transforma en une lutte entre anciens citoyens de la monarchie des Habsbourg.

affrontements reflétaient largement la clarification de la fin de l'empire, où nombreux étaient ceux qui considéraient Vienne et Budapest comme les principaux centres d'oppression. Tout au long de l'année 1918, les armées des Habsbourg se désagrégèrent lentement et au moment de l'armistice, l'arrière-pensée comptait un quart de million de volontaires. Le moral des militaires avait été sapé par la désintégration territoriale, en particulier dans la moitié orientale de l'empire. Là, au milieu d'une crise alimentaire chronique, les politiciens slaves attaquaient ouvertement autrichien dont le seul objectif était de poursuivre une « course manique » victorieuse aux côtés de l'Allemagne. Les dirigeants tchèques, ignorant la domination allemande dans la région, exigèrent l'union avec les Slovaques de Hongrie, tandis qu'au Sud, une campagne avait commencé pour l'unité des Slaves du Sud au sein d'un empire fédéralisé. Durant l'été, ces différents objectifs finirent de plus en plus radicaux : les nationalistes créèrent des conseils nationaux et se préparèrent à prendre le pouvoir en cas de défaite de l'Autriche-Hongrie. Lorsque les troupes allemandes commencèrent à progresser vers les Balkans, la fin était évidente des nouveaux conseils nationaux multiplièrent dans tout l'empire : Zagreb, à Cracovie, et même à Budapest sous Károlyi. En novembre, les troupes avaient tous pris le pouvoir et déclaré leur indépendance par rapport à l'Autriche-Hongrie. Pour des populations habituées par la guerre, la paix semblait fin imminente.

Or, durant, au milieu de l'année 1919, le ministre de la Défense tchécoslovaque déclara : « Ce n'est pas un temps de paix. » Les hostilités et la violence avaient persisté car nombreux étaient les espoirs et les craintes quant au caractère des nouveaux États. Si les premières guerres de 1919 étaient le signe le plus évident de la lutte acharnée sur le territoire (hongrois), une autre dimension militariste fit rapidement surface dans les Républiques tchécoslovaque et hongroise défaits. Alors que les soldats refluaient des différents fronts, des groupes d'autodéfense partiellement armés furent mis en place pour maintenir l'ordre et protéger les intérêts régionaux. En Autriche, le nouveau gouvernement socialiste créa une armée volontaire (*Volkwehr*) qui servit de base à l'armée autrichienne.

Dans le même temps, de multiples forces irrégulières de droite apparurent également au Tyrol et en Styrie, issues du mouvement *Heimwehr*. Ces unités attirèrent des hommes qui refusaient de se démobiliser, qui croyaient au sacrifice au nom de nouveaux idéaux. La plupart défendaient leur nation contre les attaquants extérieurs ou la révolution sociale, mais d'autres étaient uniquement avides de violence continue. À la frontière sud de l'Autriche, au printemps 1919, ces paramilitaires autrichiens furent majoritairement présents pour défendre la Carinthie contre l'invasion de l'armée yougoslave.

Pour les États successeurs « victorieux », l'une des priorités après l'armistice fut d'occuper chacun son territoire le plus rapidement possible afin de créer un fait accompli avant que les Alliés ne finalisent les frontières. À ce titre, le régime tchécoslovaque fut le plus performant. En février 1919, il avait le contrôle virtuel de l'ensemble de son futur territoire. Avec une petite force armée composée de soldats et de volontaires de retour, les Tchèques eurent peu de difficultés à prendre le contrôle des zones frontalières allemandes (les Sudètes). Mais la conquête de la Slovaquie, région chaotique où les loyautés nationales étaient incertaines, fut beaucoup plus problématique. La Légion tchécoslovaque était encore piégée en Sibérie et la France apportait peu d'aide (trois régiments seulement jusqu'en 1919). Les Tchèques ne réunirent donc au début que six mille hommes pour envahir la Slovaquie occidentale. Une levée en masse immédiate des Slovaques était impossible. Les progrès ne commencèrent qu'à partir de décembre 1918 lorsque les légionnaires tchèques revinrent d'Italie. Puisque les Alliés avaient finalement accepté, le 23 décembre, les arguments d'Edvard Beneš en faveur d'une ligne de démarcation slovaque-hongroise précise, ces forces tchèques purent progresser jusqu'à la nouvelle frontière. Encore une fois, tout ceci préfigurait la Conférence de la paix. Beneš estimait en particulier que son pays devait apparaître le plus stable possible pour garder la confiance des Alliés. Ainsi, en janvier 1919, lorsque les troupes tchèques attaquèrent soudainement une force d'occupation polonaise à Těšín (« guerre des sept jours ») et que les Alliés protestèrent, Beneš fit aussitôt marche arrière et accepta une frontière temporaire.

#### CAT. 19

Acte par lequel l'empereur d'Autriche Charles I<sup>er</sup> (1887-1922) renonce à l'exercice du pouvoir

Après la défaite face à l'Italie lors de la bataille de Vittorio Veneto et la signature de l'armistice de Villa Giusti entre l'Empire austro-hongrois et les Alliés, Charles I<sup>er</sup>, dernier empereur d'Autriche, renonce le 11 novembre 1918 à ses pouvoirs impériaux sans abdiquer officiellement.

Le lendemain, la république d'Autriche allemande est officiellement proclamée. La République démocratique hongroise est quant à elle proclamée le 16 novembre. Vienne, Österreichische Nationalbibliothek (Bibliothèque nationale autrichienne), inv. PLA16304011

EFMA

**S**eit Meiner Thronbesteigung war Ich unablässig bemüht, Meine Völker aus den Schrecknissen des Krieges herauszuführen, an dessen Ausbruch Ich keinerlei Schuld trage.

Ich habe nicht gezögert, das verfassungsmäßige Leben wieder herzustellen und habe den Völkern den Weg zu ihrer selbständigen staatslichen Entwicklung eröffnet.

Nach wie vor von unwandelbarer Liebe für alle Meine Völker erfüllt, will Ich ihrer freien Entfaltung Meine Person nicht als Hindernis entgegenstellen.

Im voraus erkenne Ich die Entscheidung an, die Deutschösterreich über seine künftige Staatsform trifft.

Das Volk hat durch seine Vertreter die Regierung übernommen. Ich verzichte auf jeden Anteil an den Staatsgeschäften.

Gleichzeitig enthebe Ich Meine österreichische Regierung ihres Amtes.

Möge das Volk von Deutschösterreich in Eintracht und Veröhnlichkeit die Neuordnung schaffen und befestigen. Das Glück Meiner Völker war von Anbeginn das Ziel Meiner heißesten Wünsche.

Nur der innere Friede kann die Wunden dieses Krieges heilen.

Kammasch m. p.

**Karl** m. p.

rée des unités  
maines dans  
lapest après  
ir mis en déroute  
mée rouge  
groise, 4 août  
9



Mais la bataille pour la Slovaquie n'était pas terminée. Au printemps 1919, de nouvelles hostilités éclatèrent. Bien que les frontières fussent encore provisoires, Paris avait tendance à soutenir les aspirations tchécoslovaques et roumaines. En novembre 1918, des rumeurs couraient encore selon lesquelles les troupes françaises occuperaient Budapest et la Slovaquie afin de maintenir l'ordre. Károlyi s'attendait également à ce que la France protège l'armistice de Belgrade et bloque toute invasion tchèque en Slovaquie. Toutes ces attentes s'étant avérées illusoires, les troupes roumaines, comme on pouvait s'y attendre, franchirent la ligne de démarcation en Transylvanie. Le fragile régime de Károlyi, soumis (comme l'Autriche) à un blocus économique par les Alliés et attaqué de l'intérieur par la gauche et par la droite, ne put supporter ces nouveaux coups portés à sa légitimité. Condamné par Paris le 20 mars 1919 à abandonner toute la Transylvanie, Károlyi refusa et démissionna, laissant les communistes de Béla Kun prendre le pouvoir à Budapest.

Du fait de sa foi naïve en Paris, Károlyi n'avait offert que peu de résistance militaire à l'agression extérieure. Kun, en revanche, cherchait à propager la révolution «en cours» dans toute l'Europe de l'Est et à créer un contact avec l'Armée rouge russe. Bénéficiant de l'empressement de nombreux Hongrois à récupérer le territoire de leur nation, ainsi que de la solide tradition militaire de la Hongrie, le régime de Kun réussit à rassembler une «armée rouge» volontaire de 200 000 hommes.

Les voisins de la Hongrie s'en inquiétèrent. Alors que la loi martiale était proclamée dans toute la Slovaquie, l'armée roumaine – avec le soutien de la France – passa à l'offensive, mais fut arrêtée par l'armée rouge très disciplinée de Kun. Le 20 mai, Kun lança sa propre offensive en Slovaquie, cherchant à séparer les forces tchèques et roumaines et à se frayer un passage jusqu'à la Russie bolchevique. Bien que le général français Pellé ait été nommé commandant en chef de l'armée tchécoslovaque, celle-ci n'était absolument pas préparée. Comme le rappelle un historien, «l'armée rouge progressa comme un couteau dans du beurre». Elle prit les deux tiers de la Slovaquie, atteignit la frontière polonaise et établit même une République soviétique slovaque de courte durée.

Il ne fut mis fin à cette guerre révolutionnaire nationale que lorsque Paris exigea que l'armée rouge se retire de Slovaquie en échange d'une cessation générale des hostilités. Kun jugea cette approche tactiquement possible, car il pensait – à tort – que la révolution était de toute façon imminente en Tchécoslovaquie et en Autriche. En fait, sa révolution commençait maintenant à se défaire. Les Hongrois étaient fatigués de l'expérience bolchevique radicale, et encore plus de la guerre intérieure, ou «Terreur rouge», contre les ennemis intérieurs du régime. Dans le même temps, les Roumains refusaient de se retirer. Alors que les rouges se désintégraient, ils progressèrent de leur côté et, le 4 août, ils occupèrent Budapest. Bien que Paris jugeât qu'une présence armée «alliée» était nécessaire, Budapest dut subir trois mois de pillage horribles avant le retrait des forces roumaines.

Les combats de 1919 eurent un impact durable dans la région. Ils accentuèrent la division entre vainqueurs et victimes, renforcèrent les craintes relatives à la révolution socialiste et inspirèrent ceux des vétérans désireux de poursuivre la lutte armée. Ces derniers comprenaient une partie des soixante mille légionnaires tchécoslovaques qui, en 1920, revinrent de Russie avec un état d'esprit antibolchevique et déterminés à soutenir la victoire nationale tchèque. Certains devinrent membres de l'armée permanente qui, sous le commandement français, fut mobilisée avec succès en octobre 1921 lorsque l'empereur Charles tenta de revenir en Hongrie.

En revanche, pour l'Autriche et la Hongrie après 1919, les opportunités de nouvelles aventures militaires semblaient improbables dans la mesure où les traités de paix de Paris limitaient leurs forces armées – à trente mille hommes pour l'Autriche et trente-cinq mille hommes pour la Hongrie. Ces limitations eurent pour résultat le développement d'une culture paramilitaire qui devint endémique. Dans les deux États, les années 1918 à 1923 furent formatrices tant pour les nationalistes fervents que pour les ex-officiers des Habsbourg. Après la victoire de la droite aux élections parlementaires autrichiennes en octobre 1920, les irréguliers de droite étendirent encore plus leur influence avec, dans la seule Carinthie, un effectif de quarante mille hommes.

Les efforts pour fonder une *Heimwehr Union* entièrement autrichienne échouèrent systématiquement, mais, en 1923, un réseau paramilitaire fit son apparition partout en Autriche tandis que le gouvernement fermait les yeux. Alors que la guerre civile couvait, les socialistes créèrent leur propre ligue de défense armée (*Schutzbund*) pour défer la droite en cas de tentative de coup d'État.

Mais c'est la Hongrie qui devint le principal terreau des militants radicaux de droite. Pendant le régime de Kun, des officiers de droite s'étaient réunis à Szeged en une nouvelle armée nationale de trente mille hommes. À partir d'août 1919, ils progressèrent vers le nord, promouvant la «Terreur blanche» contre les socialistes, les Juifs et autres «traîtres à la nation»: jusqu'à six mille personnes moururent, victimes des violences de paramilitaires tels que le sadique Pál Prónay. À partir de novembre, sous le nouveau régime hongrois de Miklós Horthy, ces fanatiques ne furent que lentement maîtrisés. Ils continuèrent à refaire surface dans les régions frontalières, remettant en cause la brève occupation autrichienne du Burgenland au milieu de 1921. Plus dangereux encore, ils s'institutionnalisèrent. La Hongrie, après avoir signé le traité draconien de Trianon en juin 1920, était déterminée à le renverser. Les forces clandestines souterraines, qui reprirent à leur compte le slogan national («*Nem, nem soha!*») («Non, non jamais!»), étaient des partisans extrêmes de ce programme d'État.

En 1934, le journaliste tchèque Ferdinand Peroutka expliquait: «La paix ne peut pas surgir soudainement dans un monde non préparé.» Peu s'attendaient à un effondrement aussi rapide de l'Autriche-Hongrie. Alors que de nouveaux États comblaient le vide, de petites guerres éclatèrent dans la lutte pour les territoires et les frontières, mais aussi pour l'avenir idéologique de cette «Nouvelle Europe». Le conflit du temps de guerre se retrouvait au cœur même de l'ex-empire des Habsbourg avec un nouvel objectif. En 1923, une paix précaire prévalait, mais, dans chacun des principaux États successeurs, la démobilisation n'était pas réellement terminée. Les nationalistes allemands et hongrois en particulier étaient occupés à élaborer la meilleure manière de miner les accords de paix de Paris.



Pour reprendre les termes de Karl Renner, premier chancelier autrichien, l'État créé en 1918 était « une terre sans nom ». Cet État était à la recherche d'une identité. Le 12 novembre, la nouvelle république fut proclamée sous le nom d'« Autriche allemande » dans l'espoir qu'elle s'unisse avec l'Allemagne pour former un État fédéral. Toutefois, lors de la Conférence de la paix, Clemenceau refusa d'accorder à l'Allemagne un tel « rattachement » (ou *Anschluss*) et l'Autriche, affamée et isolée, se vit contrainte de l'accepter. Le traité de Saint-Germain-en-Laye en septembre 1919 confirma donc son statut de tout petit État ethniquement allemand.

À ses frontières, les seuls combats ouverts eurent lieu au début de 1919, lorsque les forces autrichiennes et yougoslaves combattirent en Carinthie – le résultat du plébiscite réalisé en 1920 fut en faveur de l'Autriche –, et en août 1921, lorsque des escarmouches militaires avec la Hongrie eurent lieu au sujet du Burgenland. En dehors de ces épisodes, l'Autriche était sans défense : l'occupation du sud du Tyrol par l'Italie était irréversible et constituait un contentieux durable.

Jusqu'en 1923, la grave dislocation économique de l'Autriche rendit impossible sa stabilisation. Cette situation fut exacerbée par la polarisation des forces politiques : les « rouges » (sociaux-démocrates) d'un côté et les « noirs » (chrétiens-sociaux) de l'autre. Alors que les rouges du gouvernement de 1918-1920 imposaient des réformes sociales radicales, les noirs espéraient préserver l'ancienne Autriche catholique, voire même restaurer la dynastie des Habsbourg. Face à l'accord de paix, les deux partis demeurèrent dans une coalition instable. Après leur victoire électorale d'octobre 1920, les chrétiens-sociaux s'associèrent finalement aux pangermanistes pour poursuivre un programme de droite. La nouvelle Constitution autrichienne les aida car, dans le cadre de l'État fédéral, ils avaient de fortes majorités dans des provinces rurales telles que la Styrie et le Tyrol.

Le caractère militaire de l'Autriche de 1918 à 1923 reflétait pleinement ce violent conflit idéologique. Dans le chaos de l'après-guerre, l'ancienne armée autrichienne ne put être reconstruite : tandis que les officiers des Habsbourg étaient insultés publiquement, des conseils militaires se réunissaient pour poursuivre la révolution. Pour maintenir l'ordre, le ministère de la Guerre, sous le régime socialiste de Julius Deutsch, créa la « Volkswehr », ou armée volontaire, composée de membres du parti et excluant délibérément les officiers impériaux. Il souhaitait utiliser cette force, qui comptait cinquante-six mille hommes en 1919, comme base d'une nouvelle armée autrichienne. Mais à partir de 1920, avec l'installation de Karl Vaugoin au ministère de la Guerre, ces effectifs furent transformés en une force conservatrice (limitée à trente mille hommes par le traité de paix). La Volkswehr avait de toute façon toujours été contestée par des groupes paramilitaires de droite composés d'anciens officiers impériaux. Ces soldats, les *Heimwehren*, se déployèrent au Tyrol, en Styrie et en Carinthie et eurent droit à leur baptême du feu en 1919 lors de la guerre frontalière avec la Yougoslavie. Ils étaient plus que tolérés par les autorités provinciales, qui leur fournissaient des armes supplémentaires issues de la contrebande sévissant à la frontière avec la Bavière.

À partir de 1922, le chancelier Ignaz Seipel réussit à contrôler l'inflation rampante et à imposer la stabilité économique. Les groupes paramilitaires restèrent malgré tout présents. Ils pouvaient être utilisés si le gouvernement conservateur se sentait menacé. La guerre civile entre rouges et noirs, déjà annoncée par beaucoup dès 1920, éclata violemment plus tard au cours de la décennie.

MARK CORNWALL



- Capitale
  - Ville des Royaumes de Hongrie et de Croatie-Slavonie en 1914
  - Autre ville
  - - - Frontière de l'Autriche-Hongrie en 1914
  - - - Frontière des Royaumes de Hongrie et de Croatie-Slavonie en 1914
  - Hongrie du traité de Trianon (1920)
- 0 100 200 km

Le traité de Trianon, imposé en 1920, amputait la « Grande Hongrie » des deux tiers de son territoire et de la moitié de sa population d'avant la guerre, dont trois millions de Hongrois au sens ethnique du terme. Si la Hongrie était prête à rendre la Croatie au nouvel État yougoslave, elle refusait de céder la Slovaquie à la Tchécoslovaquie et la Transylvanie à la Roumanie. Aussi ces territoires devinrent-ils l'enjeu majeur de conflits armés en 1919, instaurant une instabilité régionale et créant de durables inimitiés. À l'intérieur de la Hongrie, le chaos fut encore aggravé, car le pays dépecé, submergé par les réfugiés et par les officiers mécontents, fit l'expérience de trois régimes idéologiquement différents en l'espace d'à peine douze mois.

À partir d'octobre 1918, le nouveau régime libéral et démocratique du comte Károlyi espérait, avec le soutien des Alliés, préserver l'essentiel du vieux territoire national de la Hongrie en offrant l'autonomie aux Slovaques et aux Roumains autochtones. Mais il fut rapidement contraint à signer un armistice dans le Sud, établissant une ligne de démarcation profondément à l'intérieur du territoire hongrois et autorisant les troupes roumaines à occuper l'essentiel de la Transylvanie. Cet armistice ne couvrait pas la frontière nord, aussi les Tchèques furent-ils en mesure d'envahir et d'occuper les régions, qu'ils convoitaient, de Slovaquie et de Ruthénie. Pour Károlyi, déjà accablé à l'intérieur par les attaques de ses ennemis idéologiques, le dernier coup fut porté quand le colonel Vix, représentant français à Budapest, exigea la cession d'une portion supplémentaire de territoire à la Roumanie. L'humiliation ressentie permit aux communistes de Béla Kun de prendre le pouvoir et de proclamer une guerre révolutionnaire-nationale. Kun était convaincu de l'imminence de la révolution mondiale : il rassembla une grande « armée rouge » et bouta aisément les forces tchèques hors de Slovaquie.

C'est seulement quand Paris exigea le retrait hongrois que la campagne de Kun tourna court, qu'après cent trente-trois jours son régime se désintégra et que les troupes roumaines occupèrent Budapest pour trois mois.

Ce chaos bolchevique confirma les vues de Paris : il fallait restreindre la Hongrie. En juin 1920, le nouveau régime contre-révolutionnaire de l'amiral Horthy fut forcé de signer le traité de Trianon, avec des frontières ethniques resserrées, de lourdes réparations et des forces armées limitées à trente-cinq mille hommes. Une commission militaire internationale de contrôle arriva pour superviser le tout. Pendant ce temps, la violence de masse – une « Terreur blanche » – se répandit dans tout le pays : les unités paramilitaires prirent une brutale revanche contre les communistes et autres « traîtres à la nation ».

C'est seulement à partir de 1921 que ces forces irrégulières furent refoulées à l'arrière-plan et qu'une relative stabilité fut restaurée. Le gouvernement du comte Bethlen avait pour but de revenir politiquement en arrière, mais pas au point de restaurer les Habsbourg. Les deux tentatives du roi Charles, en 1921, de revenir sur le trône de Hongrie déclenchèrent une crise internationale, et la guerre ne fut évitée que de justesse lorsque les voisins de la Hongrie mobilisèrent. Bethlen comprit bientôt qu'on ne pouvait contester Trianon que de l'intérieur du système européen. Fin 1922, la Hongrie rejoignit la Société des Nations et commença à sortir de son isolement. Mais les groupes paramilitaires d'anciens combattants n'avaient pas disparu : ils demeuraient une menace et refirent surface dans les années 1930.

MARK CORNWALL



Après 1918, la Tchécoslovaquie se présentait elle-même comme un rempart stable et démocratique en Europe centrale, mais cette image ne correspondait pas vraiment à la réalité. Si la Constitution de 1920 laissait entendre qu'il s'agissait d'un État homogène composé de «Tchécoslovaques», la vérité était tout autre, à savoir un État national tchèque centralisé, affirmant que les Slovaques étaient un peuple parent, et contenant de nombreuses minorités allemandes et hongroises insatisfaites. En 1918, les dirigeants tchèques en exil obtinrent des vainqueurs occidentaux le statut d'allié pour la Tchécoslovaquie. Edvard Beneš exploita largement ce statut lors de la Conférence de la paix. Alors qu'il réclamait le nord de la Hongrie en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – en fait, il s'agissait d'un petit groupe de Slovaques –, il utilisa différents arguments pour insister sur la préservation pour le nouvel État de toutes les frontières historiques des pays de la couronne de Bohême.

Convaincus du soutien de la France, les Tchèques se mobilisèrent fin 1918 pour pouvoir affirmer l'existence d'un *fait accompli* relativement à ces différents territoires avant même que la Conférence de la paix ne commence. Dans les Sudètes, quatre conseils allemands avaient pris le contrôle et déclaré l'union avec l'Autriche, mais Prague, avec une petite force armée, intervint facilement et occupa les zones frontalières. En janvier 1919, une tentative tchèque similaire, fondée sur des raisons historiques, chercha à s'emparer de Těšín, alors aux mains des Polonais, et se termina, après une «guerre de sept jours», par un ultimatum du gouvernement français enjoignant aux Tchèques de se retirer. Mais c'est la lutte avec la Hongrie pour la Slovaquie qui se transforma en une guerre à grande échelle. Les forces tchécoslovaques, dirigées à partir de juin 1919 par le général français Maurice Pellé, n'étaient pas à la hauteur de l'armée rouge hongroise. Le contrôle tchèque ne fut rétabli que sur ordre de la Conférence de la paix de Paris.

Il en résulta un accord frontalier final laissant 855 000 Hongrois en Tchécoslovaquie, tandis que la Slovaquie était placée sous administration militaire jusqu'en 1922.

Ces conflits convertirent les Tchèques idéalistes, qui, conformément à la tradition antimilitariste de la nation, s'attendaient à ce que leur État possède une milice plutôt qu'une armée. Une armée permanente était désormais indispensable. Elle opéra sous le haut commandement d'un général français jusqu'en 1925. La politique étrangère de Beneš apporta également une plus grande sécurité. En 1920-1921, Beneš signa des alliances défensives avec la Roumanie et la Yougoslavie, pour contrer le révisionnisme hongrois et les tentatives de restauration des Habsbourg. Cette «Petite Entente» fut ensuite mobilisée avec succès, en octobre 1921, pour forcer l'empereur Charles à quitter la Hongrie.

Sur le plan intérieur, la Tchécoslovaquie devint une «démocratie gérée», son élite dirigeant un État centralisé, dominé par les Tchèques. En 1923, avec la stabilisation rapide de la monnaie, les dangers semblèrent diminuer : en 1920, les troubles communistes avaient été maîtrisés et, fin 1922, certains des partis politiques allemands hostiles décidèrent de coopérer avec Prague. Pourtant, après les conflits de 1918-1919, la Tchécoslovaquie restait entourée d'ennemis et les critiques internes abondaient. De nombreux vétérans allemands des Sudètes ne s'étaient pas réconciliés avec le nouvel État. D'anciens légionnaires tchèques, qui avaient continué à combattre en Sibérie en 1919, constataient avec amertume que leurs exploits à l'étranger étaient à peine reconnus dans leur propre pays. Aucune culture paramilitaire ne permettait de rivaliser avec l'Autriche et la Hongrie. Mais de nombreux vétérans – qu'ils se sentent victorieux ou vaincus en Tchécoslovaquie – continuaient à penser que la lutte nationale n'était pas terminée.

MARK CORNWALL